

Marocaines du Golfe: Au-delà des clichés...

• **Rencontre des Marocaines d'ici et d'ailleurs à Abu Dhabi**

• **Plus de 30.000 Marocains établis aux Emirats arabes unis**

STÉRÉOTYPE ou triste réalité, la femme marocaine n'échappe pas aux jugements de valeur dans les pays du Golfe. Les Emirats arabes unis ne font pas l'exception à cette règle. C'est le récit d'une femme marocaine établie aux Emirats: «Je rencontre une femme émiratie et le contact s'établit très bien mais lorsque je révèle ma nationalité, d'un geste brusque la femme émiratie s'est éloignée sans explication». «Beaucoup de Marocaines préfèrent se présenter sous d'autres nationalités pour éviter les regards méprisants», témoigne une autre Marocaine établie aux EAU. Des récits et bien d'autres

qui se ressemblent en ces lieux. Pourtant, le pays a abrité la quatrième rencontre régionale des femmes d'ici et

a œuvré à organiser plusieurs événements avec une stratégie de proximité en Europe, aux Etats-Unis, en Afrique

Quatre fois le Maroc

LES Emirats arabes unis sont de loin l'un des pays les plus développés au Moyen-Orient. L'économie de cet ensemble d'Emirats, dont la balance commerciale est largement excédentaire, est étroitement liée à l'industrie du pétrole et du gaz naturel qui représentent le tiers du PIB.

Contrairement à d'autres pays de la région, les pétrodollars des Emirats sont investis dans de grands projets et en infrastructures. Avec une population de 9,2 millions d'habitants, les Emirats réalisent un PIB de 360 milliards de dollars, soit près de 4 fois le Maroc. □

d'ailleurs organisée par le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME) dans le cadre des journées culturelles Marocaines aux EAU.

Une importante délégation composée d'universitaires, d'artistes et de parlementaires a fait le déplacement depuis le Maroc. En fait, depuis la rencontre de 2008 à Marrakech, le CCME

et maintenant dans les pays du Golfe. Puisque le vieux continent constitue la première destination pour les MRE, la première rencontre a eu lieu à Bruxelles.

L'évènement d'Abu Dhabi a permis d'établir une passerelle entre les femmes marocaines du Golfe et leurs concitoyennes du Maroc. L'immigra-

tion dans ce pays est sensiblement différente de celle de l'Europe. La différence émane du pays d'accueil mais également du profil des Marocains qui y résident.

Sur les 100.000 Marocains du monde installés dans les pays du Golfe, 30.000 sont basés aux Emirats.

Une bonne partie de la communauté travaille dans des postes à faible revenu, notamment dans l'hôtellerie. D'autres arrivent avec des métiers comme esthéticienne, coiffeuse ou couturière. Ces dernières sont payées à la commission sans revenu fixe. La troisième catégorie est composée d'ingénieurs, de médecins ou de cadres avec des niveaux de salaire élevés. Ils sont essentiellement issus de la deuxième génération d'émigration.

Ces success-stories

Les choses ne sont pas toujours aussi claires. «Plusieurs femmes se jettent dans des expériences de mariage via Internet avec des hommes du Golfe sans aucune connaissance du cadre juridique dans le pays», regrette Mohamed Ait Ouali, ambassadeur du Maroc aux Emirats arabes unis. Les mésaventures sont nombreuses en cas de divorce. L'existence de réseaux de prostitution avec des Marocaines est une réalité sur le terrain. Des contre-exemples existent. C'est le cas de Sara Bakhti, Marocaine native d'Abu Dhabi, ingénieur en pétrole et qui travaille au sein de la compagnie pétrolière nationale, ou de Saidia Khouyibaba, professeur universitaire et auteur d'un livre en mathématiques. La liste des success-stories est assez longue. Elle inclut des journalistes, des artistes, des managers ou encore des avocates. Une expérience de quelques années aux Emirats peut être très enrichissante.

En tant que hub financier de la région, Dubaï attire beaucoup de compétences à la recherche de carrière internationale.

La communauté apprécie la qualité de vie très élevée dans un pays islamique assez proche en tradition et coutumes. □

Ilham BOUMNADE

Le conseil d'affaire maroco-émirati en gestation

L'Economiste: Quelles sont les principales difficultés rencontrées par les Marocains résidant aux Emirats arabes unis?

Mohamed Ait Ouali: La première difficulté est la langue. La plupart des Marocains parlent arabe ou français ou espagnol alors que l'anglais est indispensable pour travailler dans les pays du Golfe. Dernièrement, il y a un véritable effort de la part des Marocains pour parler cette langue en particulier les lauréats d'Al Akhawayn ou des grandes écoles en Europe et aux Etats-Unis.

- En quoi le profil des Marocains installés dans le Golfe diffère de ceux de l'Europe?

- Ce sont essentiellement des cadres avec de hautes formations en particulier dans la finance, l'économie ou des professeurs universitaires. C'est le cas de la nouvelle vague d'immigration qui arrive aux Emirats.

Ces personnes ont souvent déjà vécu ou étudié à l'étranger avant de s'installer ici. Par contre, les petits métiers ne sont pas destinés aux Marocains à cause de la concurrence

d'autres pays asiatiques qui maîtrisent l'anglais.

- Dans quelle mesure les Marocaines sont prisonnières de stéréotypes ou viennent aux Emirats dans le cadre de réseaux de prostitution?

- Les choses ont beaucoup changé ces dernières années. Ce phénomène existe dans tous les pays du monde et les médias amplifient souvent son importance. Il ne faut pas voir que ces Marocaines, qui sont une minorité. Il y a une autre catégorie qui est installée dans des établissements prestigieux.

- Comment les Marocains des Emirats s'organisent pour constituer une communauté solidaire?

- Il y a deux groupements sur Internet dont Wrida qui regroupe 700 Marocaines sur Facebook. Ce groupe a pour objectif d'accompagner les femmes installées dans les pays du Golfe dans



Mohamed Ait Ouali, ambassadeur du Maroc aux Emirats arabes unis (Ph. M.A.)

leur difficulté d'intégration ou même problème avec la justice. Un moroccan business club est en cours de formation. Dans le même sens, un projet de création du conseil d'affaires marocain aux Emirats est en gestation. □

Propos recueillis par ILB.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com